

Vous avez dit indépendance ? Il n'y a pas de quoi pavoiser !

Jean Baptiste BIGIRIMANA - 04 Juillet 2008 Au rang des figures emblématiques africaines, Nkrumah, Lumumba et les autres, auréolées de la prestigieuse et éphémère couronne de « pères des indépendances », le Burundi n'est pas fier de faire figurer le prince Louis Rwagasore, héros et prince à la fois, qui depuis peu trône aux côtés de l'autre non moins héros de la démocratie, Melchior Ndadaye. Deux libérateurs donc, l'un du joug colonial, l'autre de celui de la tyrannie du monopartisme et de la dictature ethniste de la junte militaire. Ces deux personnages à eux seuls campent dans la symbolique dont ils sont porteurs des pans entiers de l'histoire zigzagante du Burundi et rappellent aux mémoires un peu trop oubliées que le prix à payer pour la liberté fut bien immense. Liberté, en lettres rouges sang écrites certes, mais précieuses idéal qui n'en finit pas de réclamer de la nouvelle encre, tant celle de départ semble sèche et depuis belle lurette. Sommes-nous vraiment libres aujourd'hui au Burundi? Il y a loin de la coupe aux lèvres. La malédiction « Indépendance caca » à la burundaise, feutrée dans la brise du Tanganyika (et sur Kigali, pour le coup) au soir du 1er juillet 1962 est évanouie dans le brouhaha des ouragans du néo colonialisme, du néopotisme, de la tyrannie et autres « ismes » de mauvais aloi, dont les pères de ladite indépendance et leurs successeurs n'ont pas su préserver leurs concitoyens. Que du contraire. 46 ans déjà ! Et quoi encore ? Le procès de cette faillite criante a déjà fait couler beaucoup d'encre et de salive ; mais l'occasion est trop belle pour la laisser filer bouche bée et motus cousu. Aussi ne permettons-nous d'y revenir dans ces quelques lignes, à l'occasion du lancement du nouveau portail de ARIB.INFO, un des médias virtuels qui essaie à son rythme d'apporter sa contribution au débat d'idées sans complaisances gages de la construction du Burundi moderne. Nous aurions tout autant pu choisir d'évoquer les conséquences de la récente mais décisive adhésion du Burundi à l'EAC (dont on espère des retombées on ne peut plus heureuses), à l'occasion du sommet des chefs d'Etat de l'East African Community à Kigali (ce 26 juin). On aurait pu chercher à sens et les conséquences fâcheuses des soubresauts dans le chef du législatif burundais, censément chargé de voter des lois pour faire avancer le pays, ou évaluer les attentes des consociatives au retour du « dernier » à « fils rebelle » burundais à Bujumbura, ou encore la signification de la prolifération des partis politiques (un bien pour l'avancée de la démocratie, mais pour marquer quelle différence avec les partis existants ?), tout cela quelques mois avant la nouvelle course à la mangeoire de 2010, et à des encablures du maigre gâteau burundais. On aurait pu enfin, mais la liste est loin de couvrir le champ des thèmes possibles de cogitation, évoquer l'effritement du pouvoir d'achat et la grogne des organisations syndicales et de la société civile en général, sur fond de crises mondiales gravissimes, notamment énergétique et alimentaire. Et davantage. Ça fait beaucoup, n'est-ce pas ? Mais en même temps tout nous renvoie à la liberté d'autodétermination que le Burundi a acquise voici 46 ans déjà et ce qu'il en a fait. Royaume unifié et suzerain depuis des siècles (combien exactement ?), le Burundi avait, en effet, cessé de l'être après les accords de Berlin de 1887 qui l'attribuèrent à l'empire allemand, suivis du mandat accordé en 1921 à la Belgique par la SDN (Société des Nations). La culture millénaire et la monarchie séculaire avaient vu, dès lors que le système colonial de l'indirect rite et son devancier et auxiliaire christianisme ont sonné le glas d'un Burundi jusque là vierge, introduisant même, en plus du droit écrit, de l'école et bien d'autres bouleversements sociaux, du français comme langue de l'administration de marque des « évolués », la reconnaissance d'une catégorisation identitaire qui allait être à la base d'une discrimination (sinon l'exacerber) : la mention ethnique sur le livret d'identité (1931). Les formes administratives m'ont cartésien les chefs hutu (et ça c'est aussi de la responsabilité du colonisateur) de l'époque de Inamujandi par chose. Le Burundi « moderne » était ainsi né de bien tristes fonds baptismaux, l'inscrivant de ce fait dans une logique de stratification et plus tard d'hierarchisation et de discrimination de sa propre population, grevant ipso facto les chances d'une évolution harmonieuse, naturelle comme qui dirait. La proclamation de l'indépendance le 1er Juillet 1962 a ce remplace les Blancs Belges par des « Indigènes » Burundais (discours de l'époque, n'est-ce pas !), mais il n'est d'aucun doute que ceux-ci ont échoué à faire clore, asseoir et rendre maître et stable un système politique démocratique et donc épanouissant pour tous, encore moins à construire une économie prospère et restaurer le tissu social et le patrimoine culturel terriblement, voire irrémédiablement (du moins pour la culture) minés par un peu moins d'un siècle d'occupation étrangère. De ce point de vue, il importe de souligner que le procès simpliste ou partiel du colonialisme, qui rejette l'entière responsabilité de la faillite post indépendance au seul colonisateur, a tout faux. L'indépendance un peu comme la révolution. Leur commune caractéristique essentielle semble être de constituer un processus dynamique, évolutif, qui se nourrit de la foi en l'homme dont doivent témoigner leurs bâtisseurs, jurant sur un avenir de plus en plus amélioré de leurs concitoyens ; sinon elles n'en sont pas. Or, au Burundi comme dans la plupart des contrées africaines où le vent des indépendances a soufflé depuis la fin des années 50, tous les indicateurs d'autodétermination (un mot bien ronflant) comme essence de l'indépendance acquise au terme de luttes de décolonisation, parfois hardies et sanglantes, signalent que le mouvement s'est essouffé, voire arrêté presque à sa naissance. Il ne reste que les symboles : un signe et une voix à l'ONU, une banque centrale (avec une monnaie ayant perdu de sa valeur dans des proportions astronomiques), un drapeau, des armoiries, un hymne. J'en oublie des meilleurs. Pas même la fierté d'avoir mis fin à « zana-inkoko-zana-amasoro » (quelqu'un se souvient-il encore de la raison pour laquelle on avait coutume jadis d'entonner ce bel air de Ntahokaja et Barendayabo en hissant les couleurs nationales devant les bâtiments et aux manifestations officiels ?) L'abandon de cette pratique a de bonnes chances de voir les jeunes générations oublier jusqu'au souvenir, alors que d'autres ailleurs en Afrique poussent la fierté jusqu'à l'outrecuidance, un peu comme celle dont se targuent, à juste titre, les derniers « patriarches » à l'instar du président Mugabe du Zimbabwe dont c'est une des seules symboliques qui lui valent la sympathie pudique de l'Afrique décolonisée. Alors libérateurs ? Oui, peut-être ! Inutile d'aller ressasser les statistiques de l'histoire du Burundi pour combien de routes, d'établissements scolaires et de santés nous avons construits durant 46 ans d'autodétermination. Combien de médecins, d'agronomes, d'enseignants avons-nous formés pour soigner, nourrir et éduquer la population ? Un effort certes visible, un bon début, soyons fous et optimistes ; mais avouons qu'il n'y a pas de quoi se frotter les mains.

Les conditions de vie des populations sont-elles aujourd'hui meilleures ? Et la santé humaine, alimentaire et environnementale supérieures à la situation de l'immédiat avant l'indépendance ? On est loin du compte. Mais il y a eu des progrès. Hormis l'impact et l'effacement systématique de l'exploitation et de la déshumanisation de l'homme burundais (la femme aussi, pardon !) pendant les années de colonisation, tout comme les signes de monarchie, ne semblent pas avoir provoqué, organisé et consommé beaucoup de pogromes de type génocidaire. Du moins physiquement. Les 46 années d'indépendance bien. La vague de cette dernière a ouvert le champ à un nombre impressionnant de conflits de « haute intensité » (le mot est lié au Baromètre de décembre 2007 du Heidelberg Institute for International Conflict Research). Aussi, le Burundi fait-il cet état de fait partie d'une liste longue comme le chemin emprunté pour aller faire des courses, surtout quand le panier est vide ! (ah le bel adage !) Encore aujourd'hui, le Sahara occidental et l'Algérie, tout comme le Soudan ne sont pas mieux lotis que le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda ou la République Démocratique du Congo ; pas davantage que l'Erythrée, l'Éthiopie et la Somalie (Guinness book record de longévité dans l'état du non Etat). Le Golf de Guinée (principalement le Nigeria). Les statistiques sont même formelles puisqu'elles indiquent qu'aujourd'hui, au moins un réfugié sur deux dans le monde est africain. Pendant qu'on y est, combien sont-ils encore dans les camps en Tanzanie et ailleurs ? Drôle d'indépendance donc. Et pourtant avant elle, ce n'était certes pas le meilleur des mondes, mais quand même ! Restait maintenant à chercher le coupable, cette bête immonde. Le cupide et mercantile ancien colon ? Le véreux marchand et de contrôle ? Pas si sûr, du moins pas seulement. La responsabilité première en incombe d'abord et fondamentalement aux politiques. Les leaders locaux. Une lourde responsabilité, en somme. Se hisser à la tête du Burundi, instrumentaliser les groupes ethniques pour s'en maintenir, piller et assassiner, n'est pas meilleure pratique que la marginalisation et l'exploitation de l'homme par l'homme perpétrées par l'esclavage et la colonisation. Au lieu de l'indépendance, la confiscation de l'appareil d'Etat par le parti unique devenu vite inique, l'UPRONA pour ne pas nommer, le manque de vision des dirigeants pour créer les conditions d'émergence d'un Etat de droit, d'une prospérité qui aurait généré des richesses en misant notamment sur le capital humain et le transfert des technologies, ce n'est pas la faute aux Belges. La mainmise de l'armée sur le pouvoir, le verrouillage et le maintien de ce dernier au bord du canon, ont engendré un pouvoir au demeurant exercé contre le peuple et détenu par une caste plus monarchique que les dynasties qu'elle a vaincues. L'étouffement de toutes velléités et des promesses démocratiques, la nationalisation plutôt que la privatisation de l'Etat et sa mécanique ont eu, quant à eux, pour corollaires, le clientélisme et la corruption. Cette même militarisation du pouvoir et le régime des coups d'Etat et de la dictature qui nous ont valu de nous farcir trois présidents de la même ethnie et de la même colline ! Tout ce chapelet de misères comprenant le népotisme et même en passe des pires, ça ne s'est pas fait sur demande de J-P. Harroy ou un autre quelconque grand manitou occidental. Pas davantage que la gabegie, les marasmes économiques, les assassinats politiques, le génocide. Même ce que la critique des années soixante a nommé néo colonialisme, c'est la faute aux politiques. Aux locaux. Et puis basta ! Ils n'avaient qu'à ne pas prêter l'oreille à ceux que Ziegler nomme les nouveaux maîtres du monde ; le militant social qu'ils n'avaient qu'à résister ! Et moi j'ajoute que ce sont des collabos et fossoyeurs de leurs peuples, coupables de ces derniers à la paupérisation, la clochardisation et le déclassé social actuel, le primat de l'idologie de la santé politique à tout prix. Et pour couronner le tout, l'on nous ajoute une forme sibylline de théocratisation de la gestion gouvernementale qui risque de consacrer l'obsolescence de l'enthousiasme nationaliste triomphant de Rwagasore, Mirerekano, Ngendandumwe et les autres. La moisson est maigre, disons-nous, car les perspectives se dessinent avec une grosse dose d'espérance contre nature. Le Burundi est sans doute toujours un des plus beaux pays du monde. D'un point de vue climatique et compte tenu de sa géographie physique en général. Mais c'est tout. Et cela ne risque pas de durer, puisque même les collines jadis verdoyantes se dénudent petit à petit ; les oiseaux des lacs du Nord semblent avoir migré vers les parcs kenyans et tanzaniens (adhésion à l'EAC avant l'heure ? Notez qu'au même moment les réfugiés, eux, se font rapatrier !), la savane jadis fourmillant d'animaux s'est graduellement vidée sous l'effet combiné des feux de brousse et des déboisements de sources diverses, etc. Et ce n'est pas pour faire peur, mais la liste des difficultés est longue : instabilité politique et insécurité courantes sinon permanentes (moult changements de l'Exécutif, faux ou vrais faux coups d'Etat, état de remue-ménage et purge ou désertion, surtout au sein du parti au pouvoir, climat généralisé de corruption et malversations économiques, paralysie quasi structurelle des institutions tel que le législatif, attentat contre des élus, tueries et assassinats, bras de fer avec le monde des médias, chasse aux sorcières de l'opposition, bailleurs et institutions de fonds fiduciaires). Mais surtout le panier de la ménagère est vide. Etc. Les quelques mesures de gratuité des soins de santé infantile et maternelle ou de l'enseignement de base n'ont rien changé à un tableau plutôt sombre, que certains analystes (voir la dernière publication de Reyntjens 2008 et de HRW) expliquent notamment, non pas tant par le reproche que pointent certains comme à un certain manque d'expérience, qui du reste, à mon avis ne serait pas un tort en soi au vu de l'histoire du pays, mais plutôt par des ambitions mesquines et luttes intestines, des rancœurs persistantes d'individus plutôt que d'une quelconque vision de la chose publique, des objectifs et des stratégies partagés. Un bateau Burundi qui semble naviguer à vue, ont vite conclu les plus pessimistes ! Soyons plus optimistes et disons qu'il suffirait de recentrer et renforcer le leadership (Nous y reviendrons ailleurs que dans cet édit) ! « Laissez-nous faire » (un peu à la « Nous aurions pu le faire pour Falcone 50- donner gratis), rétorquent en se mouchant d'une main ceux qui se sentent morveux. On ne demande qu'à voir. Et la frilosité qui fait hârisser le poil chez nombre de ces derniers (pas tous heureusement), trahissant ainsi quelque part leur face cachée de faux démocrates -ou de démocrates non encore aboutis, soyons positifs- allergiques qu'ils sont à la critique, ne permet apparemment pas de corriger le tir. Et pourtant tout le monde sait que seulement du choc des idées peut jaillir toujours la lumière. Même au Burundi. N'est-il pas un poncif de dire que la critique fait partie intégrante de tout système politique se voulant véritablement démocratique ? Elle le nourrit même. Par ailleurs, un principe presque de physique bien connu prévoit qu'une action sans réaction perdrait de son intensité, donc de sa signification (pour la physique sociale ici, s'entend ; veuillez les scientifiques pardonner cette analogie tirée par les cheveux !). On le voit, l'allégorie du 1er juillet 1962 semble manifestement avoir pris des tonnes de rides puisque le seul

siège du Burundi – l'Assemblée des Nations Unies n'a pas suffi pour en faire nécessairement un pays indépendant. Indépendant de quoi, du reste ? Des institutions de Breton Wood coupables d'avoir créé et de perpétuer un état de suzeraineté sempiternelle des Etats par le PAS et une autre race sous-humaine appartenant aux PPT ? De la myriade des « gentils » humanitaires qui sillonnent les collines du pays de Nyaburunga, synonymes de la faillite des pouvoirs publics ? Des géo-stratèges et autres marchands de je ne sais quoi qui corrompent ou abattent des régimes, éloignent ou font taire jamais des leaders un peu trop soucieux de leurs peuples ? Du riz asiatique et du poulet européen qui cassent les prix et gardent les agriculteurs de Mpanda et d'ailleurs sous assistance alimentaire quand ils ne les affament purement et simplement ? Des accords APE bigarrés et déséquilibrés qui ne cherchent qu'à déverser des produits de concurrence sur les marchés africains ? Des subventions agricoles qui de Bamako à la plaine de l'Imbo paupérisent les cultivateurs de coton et bouchent les horizons à tous les planteurs livrés à leur seule volonté et aux caprices de la météo ? les liquidateurs du COTEBU, bientôt peut-être de l'ONATEL, la REGIDESO et autre SOSUMO (on a même parlé de l'Université !), en sommes-nous vraiment indépendants et libres ? Libre à vous d'allonger la liste, mais sachez qu'elle donne le tourniquet. L'on ne peut conclure ce tableau sombre de la moisson des indépendances qu'en faisant le constat amer que la dynamique de renouveau et d'autodétermination n'est que l'euphorie des années 60 n'a pas été atteinte. Pour des causes tant internes qu'externes. Surtout internes, puisqu'elles tiennent de la propre initiative des nouveaux dirigeants, c'est-à-dire l'autodétermination justement comme exercice du libre choix. Le discours de l'émancipation des peuples n'a pas tenu ses promesses car à quoi sert une autodétermination qui ne rime pas avec autosuffisance alimentaire, pour ne citer qu'un des nombreux défis auxquels fait face le Burundi indépendant ? « Produisons et consommons burkinabé », tel était le credo du Conseil National de la Révolution (CNR) de Sankara. Il en est mort ! En substituant deux ou trois voyelles et/ou consonnes dans le nom du pays de Compaoré dont on dit qu'il produit des tomates en plein désert, on a le début de ce qu'il convient de faire pour rendre ou donner au Burundi une partie de son indépendance. Au moins alimentaire. Bonne fête, quand même !